



Vente du domaine de Grignon au promoteur Altarea Cogedim Quelle (triste) farce...

Alors que la vente du site AgroParisTech de Grignon, au profit d'Altarea Cogedim, a été annoncée au milieu du mois d'août, nous apprenons, par un communiqué de presse du 10 septembre, que le ministre de l'agriculture et de l'alimentation (ancien Agro) vient de confier au futur-ex directeur de l'école, Gilles Trystram, une mission de concertation réflexion afin de pérenniser l'héritage agronomique du site.

Au point où en est désormais ce dossier de vente, peut-on encore se dire : « mieux vaut tard que jamais » ?

L'ambition est que le site conserve son caractère scientifique, pédagogique et technologique au bénéfice des transitions agricoles, environnementales et alimentaires. Il est bien temps d'y penser.

Aucun de ces paramètres n'est entré en ligne de compte dans l'appel d'offre qui a vu l'attribution de la vente à Altarea Cogedim.

On bétonne les bonnes terres agricoles du plateau de Saclay et, pour faire bonne mesure, en guise de compensation écologique sans doute, on bétonne aussi à Grignon !

Les différents acteurs, communauté étudiante et académique, collectivités locales, associations, Alumni (Anciens élèves AgroParisTech) sont invités à faire « acte de candidature pour rejoindre le groupe de travail ». Quelle mascarade !

Depuis longtemps les étudiants et les représentants de la communauté de travail ont mené des réflexions sur le devenir du site de Grignon et notamment sur l'opportunité de l'abandonner ! En mars 2015, le vote du déménagement sur Saclay par le CA d'AgroParisTech, emporté contre la quasi-totalité des voix des représentants de la communauté de travail en est l'illustration.

Plus récemment, le blocus du site ce printemps par les étudiants a fait émerger de nombreuses propositions. Des liens avec la mairie de Thiverval-Grignon, les collectivités locales, les associations du territoire (Plaine de Versailles, associations citoyennes en transition) ont été créés. Rien de tout cela n'a été entendu et il faudrait maintenant tout reprendre sous la tutelle du ministère de l'agriculture, de la direction d'APT et d'Altarea ? Quant aux Alumni ils suivent désormais la direction d'APT, après avoir « conseillé » une suspension de la vente auprès de la direction de l'immobilier de l'Etat. Quelle audace !

Depuis la décision politique de déménager le campus de Grignon à Saclay, l'INRAE se complait dans une forme de mutisme concernant le devenir de Grignon. La direction de l'Institut et la direction du Centre de Versailles-Grignon ont dès le début du projet Saclay été proactif sur le dossier déménagement. L'INRAE devra cependant faire le bilan des coûts humains et de l'impact sur la recherche de cette opération qui dure depuis plus de 10 ans et épuise inéluctablement les agents. Beaucoup de situations personnelles se sont fracassées sur ce déménagement à Saclay.

A ces préoccupations matérielles, individuelles et collectives, il faut ajouter le grand malaise ressenti, presque un écoëurement, entre les thèmes portés et chers aux établissements, l'AgroEcologie, la Protection des Sols, l'Economie Circulaire, la Préservation de la biodiversité, l'Agriculture Périurbaine, et le profond mépris de ces mêmes établissements pour les solutions portées localement. Alors qu'ils sont positionnés justement sur ces enjeux, dans la lignée de l'histoire de Grignon, à aucun moment les établissements n'ont jugé bon de construire sur les interactions existantes de longue date entre la communauté de recherche, les acteurs locaux et la ferme APT. Grâce aux blocus des étudiants de l'Ecole ce printemps, de nouvelles interactions ont vu le jour avec les associations de citoyens et des élus, préoccupés par le risque de perte du site sous la pression d'intérêts purement mercantiles.

Etat autoritaire, Etablissements schizophrènes, processus de vente opaque, nous exigeons un moratoire sur la vente de Grignon. Nous appelons au rassemblement qui aura lieu le 30 septembre devant le ministère de l'Agriculture 78 rue de Varenne à Paris.

Les sections locales CFDT Inrae, CFTC Inrae, CGT Inrae, Sud Recherche Inrae